



HAL
open science

“ Plus de citoyenneté, moins de militantisme ” : ambivalences de l’activisme politique à Luanda

Chloé Buire

► To cite this version:

Chloé Buire. “ Plus de citoyenneté, moins de militantisme ” : ambivalences de l’activisme politique à Luanda. *Lusotopie*, 2023, XXII (2), 10.4000/12j3x . hal-04750355

HAL Id: hal-04750355

<https://hal.science/hal-04750355v1>

Submitted on 12 Nov 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

« Plus de citoyenneté, moins de militantisme » : ambivalences de l'activisme politique à Luanda

Chloé Buire

Chargée de recherche

Les Afriques dans le monde / CNRS

chloe.buire[at]cnrs.fr

Résumé :

En août 2017, José Eduardo dos Santos quitte la présidence de l'Angola après 38 années au pouvoir. Son successeur, João Lourenço, crée la surprise en promettant d'ouvrir le dialogue avec la société civile et de lancer un grand plan national de lutte contre la corruption. Pour les quelques dizaines d'activistes qui étaient descendus dans la rue à Luanda et avaient souffert une répression féroce sous dos Santos, c'est le début d'une nouvelle ère. Les manifestations de rue et les réseaux acéphales laissent la place à des organisations formelles. Des stratégies à moyen terme remplacent les mobilisations ponctuelles et la volonté de contribuer à un changement structurel s'ajoute aux dénonciations des abus et des dysfonctionnements. Le réseau « Jovens Pelas Autarquias » [Jeunes pour la démocratie locale] devient le canal d'une campagne sans précédent qui associe des actions de lobbying auprès des députés à des initiatives d'éducation politique populaire à l'échelle micro-locale à travers la ville.

En mettant à jour à la fois la rhétorique et les actions de plusieurs collectifs affiliés à ce réseau, l'article montre comment se crée progressivement une communauté politique au sein de la jeunesse mobilisée de Luanda. Présentée par ses partisans comme l'invention d'une citoyenneté par le bas, cette nouvelle imagination politique s'attaque avant tout au monopole du parti au pouvoir et à la capture de la parole politique par les partis d'opposition. Mais l'article en révèle aussi les contradictions et les fragilités. Observé depuis l'intérieur et sur la base de son fonctionnement quotidien, le mouvement « Jovens Pelas Autarquias » se montre finalement incapable de remettre en cause les hiérarchies implicites qui opposent les cadres et les membres ordinaires, les intellectuels et les masses, ou encore ceux qui appartiennent aux institutions de l'État et ceux qui évoluent dans les marges du formalisme officiel, reproduisant finalement de façon tacite les mécanismes de pouvoir et de domination qui caractérisent le système angolais en général. Analyser ces tensions met en évidence les dynamiques ambivalentes de cette démocratisation par le bas et interroge la vulnérabilité théorique du concept de citoyenneté, entendu ici à la fois comme une demande de réciprocité dans les relations entre État et sujets et comme un outil de disciplinarisation du politique ordinaire.

En juin 2020, alors que le président de la République d'Angola décrète le pays en état de calamité nationale du fait de la pandémie de Covid-19, je rejoins un petit groupe de volontaires du collectif *Plataforma Cazenga em Acção* (PLACA) pour une opération de sensibilisation aux mesures de prévention sanitaire dans le quartier d'Hoji-Ya-Henda, situé en première périphérie du centre-ville colonial de Luanda et marqué par des densités de population record à l'échelle nationale. Avant de commencer notre déambulation, nous nous arrêtons au quartier général du collectif, un ancien studio d'enregistrement cédé gracieusement par l'un des membres fondateurs – signe évident des liens entre mouvement hip-hop et mobilisations populaires en Angola¹.

Ce que je sais à l'époque du collectif reste assez général. PLACA fait partie de la dizaine de groupes politiques créés à la suite des élections de 2017, lorsque João Lourenço a pris la succession de José Eduardo dos Santos à la présidence. Le nouveau chef d'État, bien qu'issu de la même famille politique que son prédécesseur, avait laissé entrevoir une volonté d'ouverture politique, notamment en reconnaissant la contribution de plusieurs figures emblématiques de la société civile contestataire angolaise, qui avaient jusqu'alors été vilipendées comme antipatriotiques par le régime². C'est surtout la promesse de la tenue d'élections locales, prévues par la constitution de 2010 mais jamais organisées, qui avait précipité la création du collectif. PLACA est né de la volonté d'empêcher le parti au pouvoir d'accaparer ces nouveaux échelons de représentation en faisant émerger une conscience politique locale, ancrée dans des principes d'autodétermination et de transparence. Les membres du groupe se présentent comme des activistes prodémocratie qui croient aux vertus de la mobilisation communautaire, tant comme source d'expertise pour résoudre les problèmes locaux que comme source de légitimité pour exiger des comptes au gouvernement, voire – nous y reviendrons – pour remporter les élections et diriger la municipalité.

La suite de la journée sera marquée par l'expression d'une grande colère de la part des habitants et habitantes, qui peinent à se nourrir alors que le confinement a mis à l'arrêt les activités économiques dites informelles dont ils et elles tirent leurs revenus quotidiens. Mais avant cette confrontation avec la vulnérabilité systémique si caractéristique des quartiers populaires de Luanda, les cinq jeunes hommes qui m'accueillent tiennent à me montrer leur *wall of fame*. Il s'agit d'un grand collage de portraits photocopiés, collés sur le mur de leur petite salle de réunion et mettant en scène l'hétéroclisme des références dont s'inspire leur activisme politique (figure 1).

Figure 1. Quartier général du collectif PLACA, *Plataforma Cazenga em Acção*, situé dans le quartier Hoji-Ya-Henda, municipe de Cazenga, Luanda

¹ Je reviendrai sur ce point mais pour un aperçu plus large, voir Lima 2013, de Oliveira 2015, Buire 2016, Lázaro & Silva 2016, Lima Santos 2019.

² Je fais ici référence à Rafael Marques (politiste et journaliste d'investigation plusieurs fois poursuivi en justice par le régime) et Luaty Beirão (rappeur et activiste, condamné pour « association de malfaiteurs » puis amnistié dans le cadre de l'affaire dite des « 15+2 » dont il sera question plus tard).



Sur le mur de gauche, on peut lire le mot d'ordre du collectif : « *Pelo Kazenga fazemos o necessário* » [Pour Cazenga, nous faisons le nécessaire].

Cliché de l'autrice, juin 2020.

La grande majorité des personnes représentées sur ce mur sont des hommes politiques, à l'exception de quelques artistes iconiques de la culture populaire noire globalisée (Bob Marley, Michael Jackson, Mohammed Ali, plusieurs rappeurs que je ne suis pas parvenue à identifier) et d'une femme (la reine Nzinga, héroïne nationale angolaise ayant combattu l'occupation portugaise au XVII^e siècle). Ces portraits dessinent une constellation de combats que l'on pourrait qualifier à grands traits d'anticoloniaux (Mandela, Lumumba, Cabral, Machel) et, par extension, de panafricanistes et, plus largement, de progressistes (Malcolm X et Martin Luther King, mais aussi Kennedy). On y retrouve également des philosophes classiques, de Léonard de Vinci à Karl Marx, en passant par Descartes, mais aussi des leaders populistes plus controversés, tels que Fidel Castro et Hugo Chávez. Encore plus inconcevable à mes yeux de Française : Adolf Hitler y apparaît deux fois.

Cette mosaïque avait de quoi me déconcerter. En accompagnant les activistes dans leur quotidien, j'espérais comprendre leurs aspirations pour le futur, leurs tactiques de mobilisation mais aussi leur ancrage dans une culture politique qui les précède et les englobe. Mais comment tracer les contours idéologiques d'un mouvement qui mobilise des références si hétéroclites ? Comment parler de l'adhésion à des modèles ou à des idéaux, quand figurent côte à côte des figures de la gauche conventionnelle et des emblèmes de l'extrême droite, des chantres du pacifisme et des défenseurs de la lutte armée, des leaders démocrates et un dictateur génocidaire ? Sans voix face à ce collage, je me suis contentée de prendre une photo et j'ai compris qu'il me faudrait réunir d'autres indices pour cerner les convictions qui animent les membres de PLACA. Dans les semaines et les mois qui ont suivi, j'ai

privilegié les outils de l'observation et de la participation aux entretiens formels, sans pour autant cacher la raison première de ma présence dans les cercles activistes : la réalisation d'une recherche académique pour le compte d'un centre de recherche français³.

Cadre méthodologique, éthique et théorique : une recherche « embarquée » pour interroger la fabrique de la citoyenneté dans des collectifs d'activistes

Entre octobre 2019 et août 2022⁴, lors d'un terrain immersif rendu possible par une installation pérenne à Luanda, j'ai cherché à documenter de l'intérieur ce qui s'est avéré être plus une nébuleuse qu'un mouvement, un ensemble d'individus et de liens interpersonnels plutôt qu'un réseau formel d'organisations bien défini. J'ai accompagné les activistes dans les rues de Luanda et dans les locaux – eux aussi très hétéroclites – de leurs réunions. Pour des raisons évidentes d'anonymisation des données, je resterai parfois évasive sur les profils de mes interlocutrices et de mes interlocuteurs. Je me contenterai de les situer comme s'identifiant, plus ou moins fermement et avec une loyauté somme toute assez volatile, au réseau autodésigné des « Jeunes pour la démocratie locale » (*Jovens Pelas Autarquias*), dont j'ai repris le mot d'ordre dans le titre du présent article : « Plus de citoyenneté, moins de militantisme » (*Mais cidadania, menos militancia*). Le « militantisme » renvoie ici à une activité politique affiliée aux partis politiques et encadrée par eux, par opposition à l'« activisme ».

La sensibilité politique de ce terrain implique des précautions méthodologiques qui vont toutefois au-delà de l'anonymisation. Ainsi, parmi les personnes que j'ai rencontrées, certaines considèrent que c'est en maximisant leur exposition publique qu'elles peuvent se protéger des violences et abus de la police ou du système judiciaire. Elles partent du principe que s'en prendre à des activistes connus au niveau national, voire international, aurait un coût politique trop élevé pour le régime. J'ai respecté ce principe dans les pages qui suivent en donnant le nom de celles et ceux qui me l'ont explicitement demandé⁵. Ce sont généralement ces mêmes personnes qui m'ont initialement invitée à prendre part aux réunions ou événements organisés par les collectifs. Par certains aspects, j'ai donc suivi une trajectoire de cooptation similaire à celle des autres participantes et participants. On m'a par exemple sollicitée pour participer à la logistique (en particulier pour le transport puisque je disposais d'une voiture) ou à la captation et l'archivage (audio et/ou vidéo). Même si j'ai toujours insisté sur le fait que je n'étais pas là

³ Cette précision est importante car les milieux activistes sont une cible du renseignement intérieur angolais. Toute personne participant aux activités d'un groupe comme PLACA accepte donc d'être surveillée, à la fois par les activistes, qui se méfient de telles intrusions, et par d'éventuelles personnes en charge du renseignement pour l'État. Toute interaction avec une personne nouvelle implique donc une certaine retenue qui varie en fonction des individus. Je développe les effets de cette intériorisation du soupçon sur les stratégies des activistes dans la suite de l'article, mais il est évident que les interactions sur lesquelles je me base dans cet article sont elles aussi passées au filtre de ce qui a pu sembler opportun / convenable / sans risque à mes interlocuteur·rice·s.

⁴ Je me concentre ici sur le premier mandat de João Lourenço et n'aborderai que brièvement les effets de sa réélection en août 2022.

⁵ La même logique explique mon choix de mentionner les vrais noms des collectifs qui comptent eux aussi sur la publicisation de leur travail, y compris dans des canaux universitaires, pour se légitimer auprès des populations qu'ils entendent représenter et des autorités qu'ils critiquent mais avec lesquelles ils sont amenés à collaborer.

pour faire une évaluation du contenu politique de leurs activités, on m'a parfois demandé mon opinion sur la validité des procédures adoptées en interne (j'ai ainsi organisé le décompte des voix lors d'une élection interne, ou partagé l'analyse des comités de quartier sud-africains issue de mon travail de thèse). C'est ce qui est parfois appelé une « recherche embarquée⁶ » (Dubey 2013, Bouvier *et al.* 2013, Gardien 2013, Olmedo & Stassi 2020).

En assumant une posture « embarquée », je m'appuie donc autant sur des *actes*, que j'ai pu observer voire auxquels j'ai directement pris part, que sur des *propos* collectés dans des situations très diverses. L'article mobilise ainsi les déclarations publiques des activistes et les matériaux mis en ligne par leurs collectifs⁷, mais il se construit également à partir de conversations anodines, voire de confidences, et surtout à partir de l'observation du quotidien et de la participation directe à leur travail, notamment à travers plusieurs ateliers d'écriture multimédia que j'ai menés en partenariat avec certains membres des groupes⁸.

Enfin, la nature profondément ethnographique de ce travail complique encore mon positionnement puisque, habitant moi-même Luanda, mes propres pratiques citadines influencent aussi mes analyses. Bien sûr, en tant que femme blanche et étrangère bénéficiant du statut aussi particulier que privilégié d'expatriée⁹, mon quotidien n'était en rien comparable à celui des jeunes hommes et femmes dont je parle ici. Toutefois, mes efforts au long de ces trois années pour développer des projets de recherche en partenariat avec certains collectifs me positionnent irrémédiablement à l'intérieur des jeux d'affichage, de cooptation et de renonciation qui font le sel de l'activisme politique ordinaire et qui ont nourri les pages qui suivent¹⁰. J'ai voulu à m'« inscrire dans la longue durée », ce qui, dans les mots de Pierre Bouvier « permet d'avoir accès aux opinions et aux impressions réelles des personnes à partir des échanges qu'elles ont directement entre elles » (Bouvier *et al.* 2013 : 121). Tout ne tourne pas toujours

⁶ Dans l'introduction du numéro de la revue *Socio-anthropologie* consacré aux expériences de recherche embarquée, Dubey résume l'embarquement dans les termes suivants : « Cette manière d'être au monde, commune à de nombreux chercheurs en sciences sociales et humaines, se revendiquant ou non de la socio-anthropologie, se lit d'abord dans le refus d'occuper une position en surplomb et d'objectiver l'autre depuis cette position. Elle consiste encore en cette relation qui consiste à se laisser affecter par autrui et qui se tisse au fil du temps, au travers d'expériences, d'attentes partagées et peut-être surtout par l'attachement à une langue commune. » (Dubey 2013 : 9-10). En anglais, on retrouve des discussions similaires à partir de l'idée d'« *embedded research* » (Lewis & Russell 2011, McGinity & Salokangas 2014)

⁷ Celles et ceux qui inspirent ce travail ont un vrai amour des mots, un goût de la formule qui va du texte de rap au slogan politique, de la provocation rhétorique à l'argumentaire professoral, du prêche prophétique à la satire sociale. Elles et ils sont les autrices et auteurs de nombreux textes, étoffant une sorte de littérature émique d'une grande richesse mais néanmoins délicate à manier, usant de codes stylistique divers et dont il est souvent difficile d'identifier le ou les auteurs et autrices ou de retracer la réception, à l'image du *wall of fame* de PLACA.

⁸ J'ai écrit ailleurs sur ces ateliers, leur déroulé méthodologique (Buire 2022) et leur portée heuristique pour définir l'activisme politique de façon plus générale (Buire 2024).

⁹ Le travail de terrain a été réalisé alors que j'étais chercheuse de l'IFAS-Recherche, unité de recherche du CNRS dont le siège est situé à Johannesburg, avec le soutien du ministère français des Affaires étrangères et de l'Europe.

¹⁰ Bénit-Gbaffou (2019, 2024) et Oldfield (2023) offrent de précieuses réflexions sur les contradictions et les compromis qui surgissent inévitablement lorsque la recherche académique se lie à des groupes d'activistes. Oldfield (2023 : 79) parle ainsi d'un « mélange d'épistémologie et de politique » dans lequel « certaines choses deviennent claires, d'autres restent opaques, non dites, inconnues » (ma traduction).

autour de la personne du chercheur ou de la chercheuse. Revenant sur ses expériences de recherche embarquée dans les années 1970, Bouvier bat en brèche l'illusion d'une immersion qui abolirait toute différence entre recherche et activisme :

Ils voyaient bien que je n'étais pas comme eux et inversement. [...] Et c'est précisément ce qui les a intéressés, ma différence, le fait que je ne sois pas comme eux. Ils me demandaient mon point de vue dans maintes occasions et cette différence était plus acceptée que si j'avais essayé de reproduire leur *doxa* ou leur propre logique d'interprétation. Il y avait une certaine réciprocité, mais je n'allais pas non plus imaginer qu'ils attendaient beaucoup de moi. (Bouvier *et al.* 2013 : 120)

À l'instar de Bouvier, j'ai fait mienne une éthique de la transparence : je ne demande à personne de signer des formulaires de consentement (qui ne sont par ailleurs pas exigés par mon institution de recherche) afin de ne pas abîmer le principe de réciprocité qui guide nos échanges¹¹, mais je partage l'état de mes propres réflexions, mes doutes, mes interrogations sur un temps qui dépasse celui de l'enquête. Le présent article s'inspire de conversations que j'entretiens avec certaines personnes depuis plus de dix ans.

Dans l'ensemble, il m'est donc impossible de sourcer avec une précision exacte toutes les conversations et les observations qui nourrissent cette « recherche embarquée », pour des raisons à la fois pratiques et éthiques. Des zones d'ombre demeurent, parce que je n'ai pas bien compris, parce que je ne suis pas parvenue à réunir assez d'éléments pour aller au bout d'une possible interprétation ; ou au contraire parce que j'estime qu'apporter trop de détails pourrait nuire aux personnes concernées ; ou plus globalement parce que je m'inscris dans les pas de Sophie Oldfield (2023), qui propose d'aborder la théorie comme un verbe d'action, qui se construit « en partenariat » (« *theorizing in partnership* ») et intègre les « refus » et les « conflits » qui émanent du terrain¹². Je ne prétends donc pas que toutes les personnes qui ont nourri ma réflexion partagent mes analyses, mais je garantis que la valeur qu'elles accordent à la culture d'un esprit critique, ainsi que l'ardeur avec laquelle elles défendent la liberté d'expression, rend leur position très claire par rapport à ce travail : il est important que l'activisme politique en cours dans la société civile angolaise soit connu, analysé et critiqué pour faire avancer la démocratie.

Cette posture « embarquée » est également cruciale pour préciser l'usage que je fais ici du concept de citoyenneté. Je l'emprunte directement aux activistes elleux-mêmes. En revendiquant une sphère

¹¹ Le formulaire, au-delà des évidentes questions de formalisme académique que cela fait peser dans la relation d'enquête, implique aussi de fixer *a priori* des limites à ce que l'échange sera amené à contenir. Je partage là aussi l'analyse de Dubey qui note : « À la capacité d'opposer une parole collective aux interprétations et aux lectures du chercheur, au sein d'une relation fondée sur la réciprocité, s'est ainsi substitué un cadre formel qui sécurise, mais qui a simultanément rendu le dialogue et la confiance plus difficiles à établir » (Dubey 2013 : 11).

¹² « *To keep the partnership going in the neighborhood meant working in and between invitations and refusals. We worked amid real conflicts. [...] In some we could see and acknowledge our complicities, the tensions that the partnership generated. Some were conflicts from which we had to look away, too dangerous to touch, too dangerous to research.* » (Oldfield 2023 : 79)

politique « plus citoyenne et moins militante », iels reprennent à leur compte la dichotomie classique entre deux définitions de l'engagement politique. Il y a d'une part *la* politique, formelle et encadrée dans des institutions et des procédures précises. Dans le système parlementaire ultra-centralisé angolais, cette vision domine : s'engager en politique, c'est appartenir à un parti, siéger au parlement et défendre avec loyauté les ordres donnés par le bureau central. Les activistes dont je parle ici rejettent fermement cet amalgame entre politique et « partidarisation » (*partidarização*). Iels préfèrent s'ancrer dans le concept de citoyenneté, entendu dans une acception large, qui renvoie à une manière d'être politique et de participer au débat public plutôt qu'à un statut précis et à un ensemble de droits et de devoirs associés au fait d'appartenir à un État-nation.

Pour étoffer cette idée de citoyenneté, je m'inspire du travail théorique d'Engin Isin (2008). Ce dernier distingue la citoyenneté « active », qui consiste à accomplir des actes conformes au script sociopolitique dominant, de la citoyenneté « activiste », qui crée au contraire de nouvelles scènes et va à l'encontre du *statu quo*. Le parallèle avec le champ lexical de mes interlocutrices et interlocuteurs à Luanda n'est pas fortuit : si iels défendent la citoyenneté, c'est bien d'une citoyenneté activiste dont il est question, d'une capacité à se positionner en rupture par rapport à la culture politique dominante et d'une aspiration à inventer de nouvelles façons de faire de la politique. Activisme et citoyenneté ne sont donc pas synonymes mais se nourrissent mutuellement. L'activisme est une forme d'appropriation consciente et critique du concept plus large de citoyenneté.

Organisation de l'article

Le présent article s'articule autour des enjeux liés à la formalisation de cet activisme ordinaire, qui déborde largement l'engagement dans les partis politiques ou le respect des droits et des devoirs individuels, mais qui ne s'étend pas non plus à toute prise de position contestataire. L'activisme dont il est question ici prend d'abord racine dans une posture d'intellectuel (ou intellectuelle) populaire en quête de réponses politiques concrètes pour résister à la domination politique du parti au pouvoir (Hibou 2011). La première partie analysera ainsi ce que je qualifie de « papillonage idéologique ». À l'image du *wall of fame*, les discours des activistes sont en effet difficiles à analyser. Je tiens bien sûr à maintenir une distance critique face à la rhétorique des activistes, mais il ne faut pas non plus balayer trop rapidement la portée de leurs prises de position, qui, si elles sont parfois caricaturales ou assez creuses sur le plan idéologique, n'en remplissent pas moins une fonction performative importante, qui a permis de passer d'une première phase centrée sur le rejet du système à une nouvelle phase de quête d'alternatives concrètes (Blanes & Samussuku 2022). La deuxième partie explorera plus précisément les effets ambivalents de cette pédagogie citoyenne, capable de rassembler les activistes autour de traits culturels partagés ou de moments de mobilisation spectaculaires, mais susceptible aussi de nourrir des conflits et des dissensions lourdes sur le plan affectif. Ces parcours politiques heurtés amènent finalement à constater une certaine professionnalisation de l'activisme à Luanda. Sur le plan organisationnel, les collectifs sont amenés à se formaliser, mais cette professionnalisation a également

des conséquences sur les carrières individuelles, révélant combien les mécanismes hégémoniques hérités du passé tendent à se reproduire au cœur même de l'activisme contemporain.

1. *Isto não é um país* : rejet du système et papillonnage idéologique

Dans le contexte de Luanda, épicerie de la contestation contre le régime du parti-État au pouvoir en Angola depuis l'indépendance, il est peut-être encore plus difficile qu'ailleurs d'aborder la citoyenneté comme un ensemble de droits et de devoirs dont seraient *a priori* porteurs les citoyens et les citoyennes. Les jeunes gens auprès desquels j'ai travaillé contestent cette vision statique de la citoyenneté. « *Isto não é um país !* » les ai-je souvent entendus dire : « Ceci n'est pas un pays ! », formule ironique traduisant leur sentiment de ne pas appartenir à un ensemble politique cohérent, sans même parler de « république » ou de « démocratie ». En se réclamant d'une quête de citoyenneté, les activistes cherchent précisément à étendre leurs propres droits contre les phénomènes de censure et d'autocensure qu'ils rencontrent au quotidien et à dénoncer les manquements de l'État face à ses devoirs. J'entends donc de lire la citoyenneté comme un engagement envers le collectif dans un but conscient et explicite de changement sociopolitique. L'idée des « actes de citoyenneté », formulée par Isin (2008), me semble ainsi la plus appropriée pour interpréter ce que j'ai pu observer sur le terrain. Selon Isin, la citoyenneté émerge d'actes volontaires, qui « ne peuvent pas être réduits à des pratiques parce que s'acter soi-même en tant que citoyen implique de se transformer, de sujet devenir demandeur, ce qui implique inévitablement une rupture dans l'*habitus*¹³ » (Isin 2008 : 18).

Rompre la peur : une audace héritée de la première génération de *revús*

Comme Isin le souligne lui-même, les actes de citoyenneté ne peuvent être compris en dehors de leur contexte : ils prennent leur sens dans la rupture qu'ils opèrent. Ainsi le fait de parcourir les rues d'un quartier populaire pendant le confinement pour une action de sensibilisation anti-Covid ne constitue pas, en soi, un acte de citoyenneté au sens d'Isin. Mais lorsque la déambulation s'accompagne, comme ce fut le cas à Hoji-Ya-Henda en juin 2020, d'échanges vifs avec les riverains et riveraines quant au bien-fondé du confinement et d'interpellations directes des policiers chargés d'assurer l'étanchéité du cordon sanitaire qui isolait alors un secteur du reste du quartier, il y a bien une rupture qui s'opère, la rupture de la « culture de la peur » si caractéristique de la vie publique angolaise, résumée par Blanes (2021 : 125) comme un mélange de « conformisme, d'attentisme et de dépendance¹⁴ ».

La purge massive qui a suivi la tentative de coup d'État du 27 mai 1977 est communément considérée comme le moment charnière où la peur, qui avait été entretenue par la police politique salazariste dans sa répression de la lutte anticoloniale, s'est muée en une culture politique propre à l'Angola indépendant (Mateus & Mateus 2009, Pawson 2014). Le 27 de Maio est considéré comme l'acte de naissance d'un

¹³ « *acts cannot be reduced to practices because to enact oneself as a citizen involves transforming oneself from a subject into a claimant, which inevitably involves a break from habitus* », ma traduction.

¹⁴ « *conformism, passive expectation and dependence* », ma traduction.

régime d'ultra-surveillance entre les mains d'un MPLA¹⁵ imposant l'obéissance aveugle et le silence à ses militants, et annihilant les éléments de pouvoir populaire qui figuraient initialement dans son programme¹⁶. En mars 2022, João Lourenço a présenté des excuses officielles aux familles des victimes, un geste symbolique dont la portée politique est toutefois à relativiser. Si Lourenço cherchait certainement à créer l'image d'un président de la réconciliation, force est de constater que le tissu politique angolais n'avait pas attendu son intervention pour secouer le joug du silence.

Depuis 2011, un nouveau terme a fait son apparition dans le portugais d'Angola, celui de « *revús* ». Abréviation de *revolucionários* (ou *revolucionárias*), le terme s'est popularisé au moment où des manifestations ont fleuri dans le sillon des Printemps arabes, exigeant le départ de José Eduardo dos Santos après plus de trente ans au pouvoir (Lima 2013, Faria 2013, Marcon 2019, Blanes 2021). Le terme renvoyait alors à celles et ceux qui prenaient part aux manifestations ou en faisaient l'apologie en public. Il signale l'audace de celles et ceux qui se positionnent ouvertement *contre* le MPLA sans pour autant appartenir à un autre parti politique. Avec l'affaire dite des « 15+2 » en 2015, au cours de laquelle 17 jeunes ont été condamné·e·s pour association de malfaiteurs¹⁷, l'appellation *revús* s'est élargie à toute personne exprimant des opinions en faveur d'un changement de régime, y compris au sein du parti au pouvoir. Les activistes auprès desquel·le·s j'ai travaillé à Luanda entre 2019 et 2022 situent leur action dans le sillage des *revús* mais cherchent explicitement à dépasser ce moment de rupture pour proposer des alternatives concrètes.

Dès 2018, au lendemain de l'élection de João Lourenço, Justin Pearce *et al.* (2018 : 147) notaient qu'un changement générationnel profond était en cours. Selon eux, les Angolais et Angolaises qui osaient alors critiquer ouvertement le régime annonçaient l'émergence d'un mouvement politique contestataire (*protest politics*) encore impensable au début des années 2010 : « *the revús extended the boundaries of Angola's public space and were a further expression of social discontentment and regime fatigue.* » L'idée d'une rupture de la culture de la peur ne suffit donc plus à qualifier l'agenda politique des activistes – ni de celles et ceux auprès de qui j'ai travaillé, ni même de façon plus globale de toutes les personnes qui s'efforcent aujourd'hui de transformer les relations politiques en Angola, que ce soit par des actions de rue et de mobilisation communautaire (tels les jeunes dont il est question ici) ou par un travail de conseil et/ou de lobbying auprès du gouvernement (par exemple, à travers des mandats

¹⁵ *Movimento Popular de Libertação de Angola* [Mouvement populaire de libération de l'Angola].

¹⁶ Bien sûr, cette lecture reste centrée sur le MPLA et mériterait d'être complétée par une analyse des pratiques de surveillance et de censure au sein de l'UNITA (*União Nacional para a Independência Total de Angola*, Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola), et notamment des purges orchestrées par Savimbi à la fin des années 1980 (Bridgland 1995, Agualusa 2023).

¹⁷ L'affaire des « 15+2 » a éclaté en juin 2015, lorsqu'un groupe de jeunes activistes a été arrêté pour avoir organisé des lectures collectives de *From Dictatorship to Democracy* de Gene Sharp, un manuel de révolution non violente utilisé par des groupes prodémocratie dans le monde entier. Le procès a abouti à la condamnation de quinze jeunes hommes et de deux jeunes femmes (d'où le nom de cette « affaire ») pour « association de malfaiteurs », avant qu'une amnistie ne soit promulguée. Cet épisode marque l'instrumentalisation de la justice angolaise par le pouvoir et la nécessité pour les activistes d'inventer de nouveaux canaux de résistance.

d'ONG, d'institutions bilatérales ou internationales, ou depuis l'intérieur du système). Le mot *revú* a d'ailleurs perdu une partie de sa substance et est désormais utilisé pour désigner toute personne promouvant des actions de sensibilisation politique, exprimant des opinions originales ou s'investissant dans des projets sociaux et culturels, dans ou en dehors des canaux institutionnels, et sans nécessairement faire référence à un éventuel changement de régime.

À la veille des élections de 2022, qui ont vu le MPLA se maintenir de justesse au pouvoir (et dont les résultats ont été largement contestés¹⁸), Vegard Bye *et al.* (2021) notaient ainsi un affaiblissement de la structure autoritaire qui caractérisait l'ère dos Santos :

While the dominance of one hegemonic party and the Party-State structure continues, we cannot any longer talk about the same petro-state with a parallel institutional system centred around the state oil company Sonangol, which was the unfettered and opaque basis of the dos Santos family reign. In that sense, Lourenço's power is hitherto less absolute than the one exercised by dos Santos.

One important question is whether this vulnerable power structure can survive without deeper adjustments during another five-year presidential term. That will also depend on the capacity of opposition forces to present serious alternatives. (Bye *et al.* 2021 : 21)

Ce qui est en jeu politiquement pour les jeunes auprès de qui j'ai travaillé n'est donc plus, comme cela pouvait être le cas pour la génération précédente, de briser le tabou du *27 de Maio* et de banaliser des prises de position antisystème, mais bien de « présenter des alternatives sérieuses » pour transformer la « structure de pouvoir » mise en place par le MPLA.

En quête de savoirs politiques émiques : un nouvel enjeu pour les activistes

Le *wall of fame* de PLACA ne permet pas, je l'ai dit, d'établir une carte précise des imaginaires politiques des activistes. Il est une performance visuelle plutôt qu'un tableau programmatique. Il joue toutefois un rôle important dans la consolidation de l'activisme porté par PLACA. À travers cette mise en scène, les membres du collectif montrent qu'ils ne se contentent pas de rejeter le MPLA : iels s'intéressent au contraire à la politique sans se référer au MPLA et démontrent que leur culture s'étend précisément au-delà des récits fondateurs angolais. Le *wall of fame* illustre leur envie d'être reconnu·e·s en tant qu'interlocutrices et interlocuteurs légitimes plutôt que par leur statut de *revú* ou de « *jovens frustrados* », selon la formule maintes fois moquée de dos Santos¹⁹.

Cette aspiration à prendre part à la chose politique apparaît bien comme une quête de citoyenneté à la fois « active » (le droit de réclamer des droits prévus dans la constitution) et « activiste » (la capacité d'action pour influencer l'organisation de la vie collective). Dans cette perspective, le fait même de

¹⁸ Voir Boio (2023) pour une analyse de la manipulation électorale de 2022.

¹⁹ Dos Santos était réputé pour sa discrétion médiatique, se contentant de discours dépourvus de spontanéité. L'interview accordée en juin 2013 au journaliste Henrique Cymerman, du média portugais SIC, bien que critiquée pour son caractère convenu et visiblement préparé, a représenté un exercice rare : <https://www.youtube.com/watch?v=tz6J70XcXuU> (consulté le 23 mai 2024).

constituer un *wall of fame* représente moins un effort de filiation idéologique qu'un *acte pédagogique* de démonstration de bagage intellectuel et d'un certain savoir-faire alternatif au cadre classique du discours politique. Il est toutefois impossible d'évacuer complètement la question de *qui* est représenté. Convoquer Adolf Hitler comme une figure dont on pourrait s'inspirer dans un combat pour la démocratie mérite un approfondissement : sur quels savoirs émiqes se construit l'activisme ?

La première hypothèse est celle de l'ignorance, teintée d'une certaine fascination pour le populisme. Auprès d'un public qui n'a que de vagues connaissances sur la Seconde Guerre mondiale et qui n'a jamais entendu le mot « holocauste », Hitler pourrait peut-être passer pour un leader nationaliste parmi d'autres, un grand chef ayant connu une ascension politique fulgurante et une aura mondiale dramatique (dans tous les sens du terme). Renvoyer Hitler à une figure abstraite de « super vilain », au sens que ce mot prend dans les *comics* américains, n'est toutefois envisageable que pour des personnes à peine scolarisées, ce qui n'est pas le cas des activistes que j'ai rencontré·e·s. Pour la plupart, ils et elles ont non seulement terminé leurs études secondaires, mais aussi eu accès à l'enseignement supérieur (sans forcément aller au bout d'un cursus). L'ignorance pure et simple est donc peu probable. Les rares activistes qui se sont risqués à prendre position sur le sujet ont reconnu que les crimes commis par Hitler sont indéfendables, mais que la trajectoire d'un vaincu prenant sa revanche et mettant en œuvre un plan mégalomane de restauration nationale par le « travail » et le « socialisme » (même si ces références sont purement lexicales et non idéologiques) était inspirante. Ce discours s'est toujours terminé en quelques éclats de rire devant mon air abasourdi. Et c'est ce rire, sincère mais pas pour autant libérateur, toujours un peu cynique et surtout si présent dans nos échanges, qui m'amène à ma deuxième hypothèse : celle d'un floutage nécessaire des contours de l'activisme pour se protéger de ses adversaires, connus ou potentiels.

Faire apparaître Hitler sur le *wall of fame* est ainsi une provocation destinée à faire réagir celles et ceux, qui, comme moi, abordent le politique par les idées plutôt que par les actions. La figure d'Hitler est en quelque sorte un repoussoir qui rappelle que, pour les activistes d'un district comme celui de Hoji-Ya-Henda, politique et violence ne peuvent être dissociées. Dans mes conversations avec les membres de PLACA comme avec les jeunes engagé·e·s dans d'autres collectifs, il a souvent été question du désespoir d'une mère voyant son fils partir en manifestation, des rappels à l'ordre d'un oncle reprochant à une jeune fille l'expression d'idées propres, ou de parcours de rupture, plusieurs activistes ayant été chassés du foyer familial du fait de leur engagement. À cette ostracisation vécue dans les cercles les plus intimes s'ajoutent les menaces anonymes reçues par sms, les ragots des voisins et les sinistres altercations avec les miliciens ou les passages à tabac par la police lors des manifestations. Cette violence, souvent mise en scène de façon spectaculaire sur les réseaux sociaux, est restée latente dans les récits directs des activistes et constitue aujourd'hui encore un sujet délicat à aborder. Elle est pourtant toujours présente et contribue au climat de défiance qui règne autant vis-à-vis de moi qu'entre activistes.

Les savoirs politiques élémentaires de l'activisme sont donc d'abord des savoir-faire. Il faut se montrer convaincu-e dans la lutte mais indifférent-e à la violence. Il faut aussi s'entourer d'un certain mystère pour ne pas risquer de se dévoiler à quelqu'un qui pourrait livrer des renseignements aux tenants du « système » (membres directs des services de sécurité, mais aussi via des formes de collaboration plus indirectes ou opportunistes, y compris à des fins de protection personnelle, lors d'une arrestation par exemple). Mobiliser des références absurdes dans un discours, afficher des positions caricaturales sur Facebook, ou balayer d'un éclat de rire l'arbitraire d'une rencontre avec la police sont des mécanismes de défense qui visent à brouiller les pistes de ce que l'on pense vraiment et de nos alliances réelles. Un jeune activiste, fort reconnu dans ces réseaux, m'a ainsi confié qu'il trouvait hilarant de se savoir surveillé par la police. Il y voyait la reconnaissance de son statut politique, la preuve qu'il était pris au sérieux par ses adversaires. Le bruit courait qu'il s'apprêtait alors à rejoindre les rangs de l'UNITA, principal parti d'opposition. Cela n'était pas vrai, me dit-il, mais il préférait entretenir la rumeur car cela occupait les services de renseignement et les déviait de ses activités réelles – sans pour autant m'expliquer la teneur desdites activités.

Ce contexte est essentiel pour comprendre ce que je qualifie de papillonage idéologique. L'enjeu central d'un lieu comme le QG de PLACA n'est pas de délivrer un message politique préfabriqué mais d'abord de dénoncer les grands récits de propagande, que ce soient ceux du parti au pouvoir, ceux de l'opposition ou plus globalement ceux d'un ordre mondial huntingtonien. L'activisme angolais que j'ai observé dans les collectifs de Luanda est avant tout une quête d'alternative radicale, une volonté d'ouvrir de nouvelles possibilités dans un contexte où les imaginaires politiques sont profondément verrouillés. Il se lie parfois à des groupes politiques plus structurés (partis politiques, cercles académiques) mais je m'attache ici à ce qui se construit en amont de ces affiliations plus fermes idéologiquement.

L'aspiration à penser en dehors des sentiers battus explique également la coprésence d'idéologies dissonantes à tout le moins, voire souvent franchement contradictoires. Parmi les principales idées que j'ai repérées figure l'éloge de l'entrepreneuriat individualiste ultra-libéral sous la forme d'une sorte d'apolitisme assez primaire selon lequel, puisque tout gouvernement est irrémédiablement corrompu et népotiste, la seule voie de sortie est de ne plus dépendre de personne. Ce type de positionnement croise parfois des discours empruntés à la théologie de la prospérité. D'autres activistes au contraire abordent la chose politique de façon très académique et vont chercher des leçons de socialisme, en particulier dans les réseaux luso-brésiliens²⁰. Dans cette mosaïque, un point commun semble affleurer : le fort attrait pour les figures masculines charismatiques. La question du masculinisme, et donc de la place des abordages féministes dans la nébuleuse activiste, est de fait l'un des points de division les plus forts que j'ai pu observer.

²⁰ Je pense ici notamment à des connexions effectives avec le PSTU brésilien (*Partido Socialista dos Trabalhadores Unificado*, formation trotskiste dissidente du Parti des travailleurs de Lula).

Au-delà des leaders charismatiques : tensions entre les activistes

Le papillonnage idéologique, s'il est en partie une réponse à la violence politique ambiante, ne va pas sans heurts. J'ai assisté à des débats houleux autour de l'intégration des postures féministes au sein des réseaux activistes. Certaines et certains soutiennent la nécessité d'un combat féministe se revendiquant comme tel, y compris à travers la création d'espaces politiques destinés spécifiquement, voire réservés aux femmes. D'autres au contraire rejettent le féminisme, perçu comme une idéologie promouvant la division entre les hommes et les femmes et important des débats étrangers au contexte angolais. D'autres encore, en particulier parmi les femmes activistes, redoutent d'être étiquetées « féministes » de peur d'être mises à l'écart des espaces politiques où elles sont minoritaires, sans pour autant rejeter le principe fondamental de l'égalité entre les hommes et les femmes ni le constat d'une domination masculine dans le débat social²¹.

Un autre point de discordance idéologique ayant eu beaucoup de visibilité au sein des réseaux activistes tient à la place donnée aux modèles politiques et aux philosophies bantous. Si la curiosité à l'égard des histoires politiques précoloniales est unanime, certains et certaines s'en saisissent avec plus de conviction que les autres, adoptant des postures allant de la revendication culturelle d'ordre plutôt stylistique (coiffure, bijoux, vêtements) à un encyclopédisme académique (apprentissage d'un nouvel alphabet, conférences en kikongo), en passant par des postures nativistes plus radicales (avec des discours anti-Blancs parfois violents) ou des tentatives de synthèse holistique (notamment via un mouvement artistique dit « afrocratique »²²).

Pour répondre à la question posée par Bye *et al.* (2021), aucune alternative unanime ne semble donc pour l'instant émaner des réseaux d'activistes. Un groupe se distingue toutefois, porteur d'une revendication commune bien établie : la demande de mise en application de l'article 213 de la Constitution (République de Angola, 2010) prévoyant l'instauration de gouvernements municipaux élus et autonomes par rapport au pouvoir central (*autarquias*). Les élections municipales, maintes fois annoncées, n'ont jamais eu lieu. À l'heure où j'écris cet article, l'Assemblée nationale n'a pas non plus statué sur les décrets d'application qui rendraient possible cet exercice de démocratie et de décentralisation tant attendu par les opposants au MPLA.

La mise en place des *autarquias* constitue une revendication difficilement contestable d'un point de vue tant théorique que pratique. Il s'agit d'une demande d'application de la Constitution, fondée sur des principes démocratiques élémentaires : la décentralisation d'une part et le suffrage universel d'autre part. À ce titre, l'étiquette *Jovens Pelas Autarquias* fédère de nombreux groupes d'activistes, à

²¹ Sur les trajectoires de marginalisation des femmes combattantes et les effets de cooptation/annihilation des postures féministes par le MPLA, voir Paredes (2015). Sur l'émergence du féminisme politique en Angola, voir Cutaia & Mouzinho (2017).

²² Pour un exemple de discours « afrocrate », voir les entretiens menés avec les activistes culturels lors d'un de mes projets de recherche embarquée dans le **municipe** de Cazenga : <https://arcg.is/0v1TnH>. Voir aussi Blanes & Samussuku (2022) pour une lecture plus directement politique.

commencer par PLACA. Sans entrer ici dans tous les détails des jeux d’alliance et de mésalliance entre les différents groupes, *Jovens Pelas Autarquias* a d’abord fonctionné comme un réseau assez formel entre des collectifs ancrés dans différentes municipalités²³. Il a donné lieu à des actions coordonnées à l’échelle nationale (manifestation devant l’Assemblée nationale, envoi de lettres aux députés, conférences de presse) mais les différends idéologiques, organisationnels et interpersonnels entre les membres du réseau ont peu à peu affaibli cette capacité de mobilisation commune. Le mot d’ordre reste toutefois d’actualité et a effectivement permis de rendre visible un travail politique *pour* plutôt que *contre* et permet de réfléchir à l’activisme sous l’angle de la pédagogie en acte, au-delà de ses tâtonnements idéologiques.

2. Une pédagogie de la performance, ou comment sensibiliser à la démocratie dans un système anti-démocratique ?

Revenons un instant sur la photo du *wall of fame* de PLACA (figure 1) pour nous intéresser non pas au contenu du collage mais plus globalement à son esthétique et à son ancrage dans son contexte. Nous nous trouvons dans un studio d’enregistrement. Une vitre intérieure est visible sur le côté droit, elle sépare le compartiment du technicien de la salle d’enregistrement. Lorsque j’ai pris cette photographie en juin 2020, le matériel de son avait été retiré et le petit local n’était plus utilisé que comme lieu de ralliement pour les membres de PLACA. Le nom du collectif est d’ailleurs tagué sur le mur, à gauche de l’image, suivi du slogan : « *Pelo Kazenga fazemos o necessário* », c’est-à-dire « Pour Cazenga, nous faisons le nécessaire ». Le choix d’orthographe Cazenga avec un K est une façon symbolique de se démarquer du portugais colonial, signe discret mais explicite de l’anticolonialisme et de l’anti-impérialisme de leur posture.

L’acronyme « PLACA » mérite lui aussi un décodage. Il joue en effet sur une double signification, qui n’est lisible que pour un public au fait de l’argot luandais. Acronyme de « *PLAtaforma Cazenga em Ação* », il ancre le collectif dans un projet résolument municipal à l’échelle du territoire administratif de Cazenga. Il s’agit de prendre en main le gouvernement quotidien de la municipalité et d’être un caillou dans la chaussure de l’administrateur actuel par le biais d’actes concrets (insistance sur le mot « ação »). PLACA a par exemple mis en place un audit citoyen particulièrement convaincant. S’appuyant sur les chiffres officiels publiés dans le cadre du grand Plan intégré d’intervention dans les municipalités (PIIM)²⁴ et/ou affichés sur les panneaux plantés par les autorités sur les sites en travaux,

²³ Au sein de la province de Luanda, il existe des groupes dans les municipalités de Viana (*Mudar Viana*), Cacucaco (*Projecto AGIR*), Kilamba Kiayi (*Plataforma de Intervenção Kilamba Kiayi*), Belas (*Núcleo de Boas Ações de Belas*) et bien sûr Cazenga (PLACA). D’autres groupes existent en dehors de Luanda, comme le projet *Okulinga* dans la municipalité de Matala ou les associations *Mizangala Kupolo* (province de Bengo) et *Laulenu* (province de Moxico).

²⁴ Le PIIM est une initiative de João Lourenço annonçant des investissements décentralisés à l’échelle des municipalités, sans que le montage institutionnel de ces « interventions » ne soit vraiment clarifié. Voir par exemple le bilan publié sur le site du ministère des Finances en 2021 : <https://web.archive.org/web/20231114145539/https://www.ucm.minfin.gov.ao/cs/groups/public/documents/document/aw4y/nte4/~edisp/minfin2518762.pdf> (consulté le 23 mai 2024).

il a démontré le surcoût astronomique de la rénovation d'une école ou de la réhabilitation d'un terrain de sport.

Lexicalement, le mot « *placa* » fait également référence à la plaque d'immatriculation. Il désigne, dans l'argot local, les groupements de taxis collectifs issus d'un même quartier et/ou partageant les mêmes itinéraires. Lopes (2006) a décrit les relations complexes qui lient les propriétaires et les conducteurs des taxis, mais aussi les *cobrades* (jeunes hommes en charge de collecter le paiement des courses auprès des passagers), ainsi que toutes les personnes gravitant autour des terminus (rabatteurs, laveurs de voiture) et des circuits d'entretien des véhicules (garages, magasins de pièces détachées, etc.). Par extension, une « *placa* » renvoie aux lieux où se retrouvent des groupes d'hommes dans un quartier donné, une sorte d'équivalent pour « quartier général » ou « base », tout en connotant une certaine marginalité économique et sociale.

Le collectif PLACA porte donc dans son nom et dans son slogan l'importance du territoire d'origine, cadre d'action établi par des frontières administratives formelles mais aussi espace d'appartenance symbolique et lieu d'une socialisation masculine populaire. Il renverse plusieurs marqueurs fondamentaux de la vie politique angolaise. Il ancre l'action politique à l'échelle municipale et locale, s'opposant à l'hypercentralisation autour des lieux du pouvoir présidentiel (le palais présidentiel, le siège du MPLA et, dans une moindre mesure, l'Assemblée nationale). Il revendique une socialité et une solidarité populaires qui font fi des lignages familiaux structurant les partis politiques depuis les années 1950 (Messiant 2006). Enfin, il brandit une fierté d'appartenir aux *musseques*, quartiers périphériques dont les codes culturels sont à la fois méconnus et méprisés de l'élite luandaise²⁵. Tout ceci n'est pourtant pas explicité dans les discours, c'est pourquoi je parle d'une pédagogie de la performance. Au-delà de ce qui est dit, c'est la façon dont cela est dit et le sous-texte qui permet de le dire qui représentent, selon moi, la principale portée politique de l'activisme luandais.

Il faut ainsi comprendre le thème des élections locales non pas seulement comme un objet de lutte mais bien comme un recodage de ce qui est digne d'attention politique et des savoirs et savoir-faire nécessaires à l'action politique. Nous retrouvons là le passage d'une citoyenneté active (revendiquer l'application d'un droit constitutionnel) à une citoyenneté activiste (acter de nouveaux modes de production du politique). L'acte est pédagogique en ce qu'il rend possible une rupture par rapport aux logiques partisanes binaires qui ont dominé l'histoire de l'Angola indépendant. Cette rupture se caractérise par la mobilisation d'un capital culturel populaire, la valorisation de réseaux d'interconnaissance gravitant autour du milieu hip-hop et la production de normes pratiques et de savoirs historiques spécifiques au tissu urbain local.

²⁵ La stigmatisation des *musseques*, héritée de la période coloniale, a notamment été discutée dans ses dimensions architecturale par Ângela Mingas (Martinho 2015a, 2015b), urbaine par Bettencourt (2011), sociale par Roque (2011) et identitaire par Gastrow (2024).

Affirmer son ethos révolutionnaire : respectabilité sociale, crédits académiques et réappropriation de la rhétorique socialiste

Le fait que PLACA a élu domicile dans un studio d'enregistrement décoré à la bombe de peinture n'est pas anodin. Le mouvement hip-hop a en effet été un déclencheur important de parole politique populaire dès les années 1990, alors que le contexte national était encore extrêmement marqué par la censure (Moorman 2008, 2014, Lima Santos 2019, Buire 2016). Le fondateur de PLACA est un artiste de hip-hop de cette première génération. Diplômé de l'université en linguistique portugaise et enseignant dans le secondaire, l'homme approche aujourd'hui la cinquantaine et est fort respecté dans sa communauté, tant pour son statut d'aîné et ses riches connaissances académiques que pour son engagement social auprès des personnes vulnérables. Le profil du « maître » (c'est ainsi qu'il est désigné par ses pairs, les titres académiques étant souvent utilisés comme adresse en Angola) est donc à l'opposé de celui d'un chômeur ou d'un « jeune frustré » en rébellion. Nous sommes face à un père de famille respecté, formé à l'université, salarié dans le secteur formel et maîtrisant parfaitement les codes de la communication sociale, grâce à un large réseau personnel dans le monde politique et médiatique de Luanda. Il est en cela représentatif des jeunes activistes que j'ai fréquenté.e.s. Leur engagement en politique est aussi une stratégie de résistance contre la stigmatisation et de construction d'un capital social et culturel à même de concurrencer les socialités politiques dominantes.

En inscrivant leur travail d'éducation politique dans les quartiers, en empruntant des références à l'argot populaire et au masculinisme ordinaire du « bon père de famille », plutôt qu'à celui du héros de guerre, l'activisme opère une rupture claire, non pas sur le plan idéologique, mais bien sur le plan culturel de ce qui est politique. J'y vois un acte pédagogique performatif dans le sens d'un ré-encodage légitimant le populaire comme source d'initiatives et de propositions politiques. Mais la dimension pédagogique est parfois beaucoup plus explicite, comme le montre l'épisode suivant.

Le parcours de Samussuku²⁶ reflète bien l'inflexion pédagogique qui traverse ce nouvel activisme angolais. Lui-même étudiant en science politique à l'université publique, Samussuku a d'abord pris part à des initiatives organisées par des enseignants (association des étudiants en science politique du professeur Paulo Faria, cercle de lecture de Gene Sharp coordonné par Domingos da Cruz) avant de créer à son tour différents groupes de discussion, d'études et, finalement, de mobilisation. Dans toutes ses actions, il se positionne donc soit comme apprenant soit comme enseignant, validant l'idée que le politique est quelque chose qui doit être formellement enseigné. En février 2021, il définissait sa vision pédagogique comme la continuation directe du projet d'éducation populaire de l'époque socialiste, à travers un projet baptisé « Centres d'instruction révolutionnaires – reconstitués » (CIR-R) :

²⁶ J'utilise ici le vrai nom de ce jeune activiste, qui est aujourd'hui une figure publique en Angola. Pour faire le lien avec la discussion précédente, il est utile de préciser que le prénom de Samussuku, tel qu'enregistré à l'état civil par son père à la fin des années 1990, est « Hitler ». Malgré plusieurs tentatives administratives, Samussuku n'a pas réussi à changer son prénom.

Assim sendo pretendemos com estes centros realizar seminários de capacitação, partilha e troca de livros e músicas entre os membros associados e disseminar o projecto para dentro e fora de Angola. De acordo com Lenin não haverá solução se não nos organizarmos. Logo, a fase presente da luta exige mais consciencialização. Há mãos que lutam, lutam e depois não sabem o porquê, e outros que se deixam aliciar por tudo e por nada devido a pobreza, mas o que nos leva a lutar contra esse sistema apodrecido não tem preço.

Junta-te à causa

(Hitler Samussuku, posté sur Facebook en février 2021)

On perçoit dans ce texte l'expression d'un idéal révolutionnaire inspiré par les références et la rhétorique socialistes mais finalement peu défini dans son contenu (« une lutte contre un système pourri », « la cause »). Cette proximité avec les discours du MPLA ne va pas sans soulever des questions. Même si Samussuku revendique sans ambiguïté sa filiation spirituelle avec Savimbi, leader de l'UNITA, et son rejet viscéral du MPLA, force est de constater qu'il reproduit ici les codes de l'ethos révolutionnaire des mouvements de lutte anticoloniale de façon suffisamment vague pour que l'on puisse tirer des fils autant du côté du MPLA que de l'UNITA des années 1970 et 1980. On retrouve également l'importance de la musique comme médium d'éducation, dont Moorman (2008) a souligné qu'elle était un des mécanismes essentiels de diffusion du MPLA à Luanda dans les années 1960 et 1970. La volonté d'élargir la mobilisation au-delà du cadre micro-local, quant à elle, si elle est ici une référence directe à la formation du réseau *Jovens Pelas Autarquias*, fait également écho à l'idée d'une avant-garde intellectuelle guidant le peuple, idée qui était là encore au cœur du fonctionnement du MPLA à l'époque du parti unique. Au-delà de leur dimension rhétorique, ces jeux de miroir entre le MPLA et les activistes se retrouvent dans les stratégies politiques concrètes, que je développe plus loin. Ils ne suffisent pourtant pas à invalider l'hypothèse d'une rupture de fond sur ce qui peut désormais être dit dans les espaces publics angolais (virtuels ou non).

L'appel à la mobilisation lancé par Samussuku est en effet devenu assez banal. Il confirme que, dix ans après le premier appel à manifester qui a marqué le début du mouvement des *revús* angolais, la prise de parole s'est effectivement ouverte, en particulier sur les réseaux sociaux, où il est désormais possible non seulement de critiquer le « système » mais aussi d'appeler ses pairs (« *manos* », ici au masculin mais Samussuku est également à l'initiative de réunions destinées spécifiquement aux femmes activistes) à se regrouper et à s'organiser. Le travail pédagogique a pris de l'ampleur. Il se heurte pourtant à un nouvel obstacle : celui de la récupération politique. Samussuku utilise le verbe « *aliciar* », qui renvoie à la fois au fait d'« attirer », de « séduire » et de « corrompre ». Son projet de « centres d'instruction révolutionnaires » vise ainsi non pas seulement à nourrir la conscience politique (« *consciencialização* ») pour éviter que certains ne « luttent sans savoir pourquoi », mais aussi à s'assurer que l'appât du gain n'égare pas certaines compagnes ou compagnons de lutte.

Le poids affectif de l'activisme : naviguer entre des lignes de division multiples au sein des collectifs

Cette méfiance envers les pairs et le risque d'être coopté par le système sont au cœur des conflits qui éclatent entre activistes, lorsqu'ils et elles se rendent compte, après des mois de compagnonnage, qu'ils ne partagent en fait pas les mêmes avis sur les stratégies à adopter. Le risque d'être perçu comme un *mano* ou une *mana* qui a trahi la cause et le besoin permanent de montrer que l'on sait pourquoi on lutte pèsent sur leurs épaules. L'activisme contient donc une part importante de travail affectif, dont toutes celles et ceux avec qui j'ai échangé témoignent à leur façon.

Ce travail affectif est bien sûr à lire au regard des menaces et des pressions psychologiques déjà mentionnées, c'est-à-dire d'une violence émanant de l'extérieur. Mais je souhaite également insister sur les difficultés qu'ont les activistes à maintenir des relations d'amitié et de travail au sein même de leurs collectifs. En devenant membre d'un groupe politique, les activistes gagnent un statut et une « famille » qui les socialisent et leur offrent de nouvelles opportunités, tout en étant la cause de leur marginalisation sociale²⁷.

Bernarda²⁸ m'a ainsi fait part de son ennui face à certains débats dont elle ne maîtrisait pas les termes : « Ils ne veulent parler que de politique, toujours de politique. » Au départ conviée par son professeur d'histoire, elle a rejoint le mouvement pour en apprendre plus sur l'histoire de son pays et compléter les enseignements reçus au lycée. On retrouve la dimension pédagogique, et ici littéralement scolaire, de l'activisme, qui passe avant son contenu idéologique. Plus pragmatiquement encore, participer à un débat sous l'égide de son professeur ou bénéficiaire de cours d'anglais gratuits lui permettait de quitter le domicile familial sans s'attirer les foudres de sa mère. Elle était volontaire pour préparer le local de l'association et accueillir les visiteurs en assurant les fonctions dites « du protocole » lors des événements publics. Mais à force, l'obsession de ses camarades pour la question des élections locales a commencé à la lasser, non pas en raison de désaccords idéologiques mais parce qu'elle trouvait ces débats trop théoriques et qu'elle n'avait aucune envie de participer aux joutes oratoires que ses camarades chérissaient. Des débats passionnés surgissaient à propos des dernières déclarations du président de l'Assemblée, de la copie qu'ils avaient réussi à avoir du budget annuel de l'État ou des subtilités juridiques entourant la tant attendue décentralisation municipale. En travaillant moi aussi de plus près avec le groupe, j'ai commencé à prendre la mesure des effets de cet académisme sur l'établissement de lignes de rupture fortes entre les membres en fonction de leur statut social.

²⁷ Je remercie ici Dorotheé Boulanger qui, lors de nos discussions pour la préparation de cet article, a noté la similarité entre ce fonctionnement et celui qui règne au sein des partis politiques qui eux aussi s'efforcent, souvent très explicitement, de se constituer auprès de leurs adhérents comme une « grande famille » à qui l'on doit allégeance. Voir notamment Schubert (2017, 2022) et Paredes (2010).

²⁸ Le nom a été changé.

Pour comprendre le détachement de Bernarda, le facteur du genre semble déterminant. Sur une trentaine de membres actifs, on ne comptait à l'époque que trois jeunes femmes, mais c'était toujours à elles qu'incombait la responsabilité de cuisiner lorsqu'une réception avait lieu. Sur ce plan, la socialité activiste ne se démarque pas des pratiques habituelles à Luanda, où, dès l'âge de 10 ou 12 ans, les jeunes filles participent à la préparation de grands buffets lors des réunions familiales qui ponctuent la vie ordinaire (fiançailles, mariages, enterrements). Je n'ai vu qu'une fois ces attendus genrés être remis en question, dans un groupe féministe à l'occasion d'une réunion non mixte. La rupture entre hommes et femmes est réelle mais elle est intériorisée, ce n'est pas cela qui ennuyait Bernarda. Elle se rendait compte que, malgré le temps passé ensemble et sa volonté sincère de participer aux actions du groupe, ses compagnons n'étaient en fait pas des amis qui auraient partagé des intérêts et des passions communes.

Un débat récurrent, auquel j'ai assisté en 2019 et 2020, concernait le concept de « gradualisme », défendu par le MPLA pour soutenir l'idée d'une mise en œuvre progressive des *autarquias*. Plutôt que d'organiser des élections municipales lors d'un même scrutin à l'échelle nationale, le parti au pouvoir envisageait deux scénarii : celui d'un « gradualisme géographique », selon lequel les élections ne seraient organisées que dans certaines municipalités pour commencer ; et celui d'un « gradualisme fonctionnel », selon lequel les élections auraient bien lieu partout mais les fonctions attribuées aux municipalités seraient d'abord réduites. Ce débat n'a bien sûr pas occupé seulement les activistes. Il faisait à l'époque rage dans la presse nationale et même internationale (*Jornal de Angola* 2019, João 2019). Il n'était pas non plus inédit puisque, dès 2012, le chercheur Aslak Örré (2012) avait noté les contradictions des articles mentionnant le gradualisme dans la Constitution dans une revue angolaise de sciences sociales. Mais ce qui était auparavant un débat entre spécialistes s'élargissait désormais à des petits groupes d'activistes dans les *musseques*.

Pour Bernarda, les discussions sur les interprétations juridiques du gradualisme relevaient d'une performance rhétorique dont elle n'était pas capable, lui infligeant sans doute le sentiment d'une certaine infériorité académique et, surtout, renvoyant à une forme d'action éloignée de l'activisme auquel elle avait choisi d'adhérer. Même si je doute qu'elle reprendrait à son compte le vocabulaire proposé par Isin (2008), on pourrait dire que le débat sur le gradualisme relevait certes d'une citoyenneté active mais ne constituait aucunement un acte de citoyenneté susceptible de faire émerger de nouveaux modes de fabrication du politique. J'ai d'ailleurs entendu l'argument plusieurs fois lors de ces débats : le fait même que les activistes soient réduits à discuter du concept de gradualisme prouvait la capacité du MPLA à dicter les priorités du débat public et à les détourner d'une lutte plus frontale pour la tenue des élections locales.

La césure entre Bernarda, lycéenne en quête d'action, et ses aînés, professeurs et juristes passionnés, suggère donc des lignes de division multiples : division genrée bien sûr, division générationnelle du fait d'écart d'âge (une quinzaine d'années) jouant un rôle important dans le statut social (être « fille » ou

être « père »), division académique en fonction des aptitudes et appétits pour les débats théoriques ou juridiques, mais aussi division tactique en fonction des formes de citoyenneté plus ou moins disruptives qui sont mises en œuvre. Toutes ces divisions aboutissent selon moi à un échafaudage statutaire hiérarchisé au sein même des collectifs.

Les membres des collectifs accordent en effet un statut privilégié à celles et ceux qui possèdent les compétences académiques et l'agilité rhétorique pour débattre des textes et des procédures formelles relevant des institutions de l'État, par opposition à celles et ceux qui sont plus à l'aise sur le terrain. Les premiers sont les « *quadros* » [les cadres], les seconds la « *tropa* » [les soldats], un lexique provenant directement de l'organisation des partis de libération devenus belligérants à l'indépendance, que ce soit le MPLA ou l'UNITA. On s'adresse souvent aux *quadros* par leurs titres : « maître » pour les diplômés universitaires, « professeur » pour les enseignants du secondaire, « porte-parole » ou « secrétaire » dans les collectifs où ces postes sont formalisés par des statuts internes, voire « autarque » ou « président » pour les leaders. Cette révérence, non dénuée d'humour, se retrouve dans tous les milieux professionnels en Angola²⁹. Elle surprend toutefois dans les sphères activistes, dans la mesure où elle contribue à matérialiser des hiérarchies internes *a priori* contraires à l'horizontalité et à la réciprocité qui y sont défendues.

Il ne faut toutefois pas non plus forcer le trait. Si j'ai effectivement rencontré des activistes fort attachés à revendiquer des titres académiques ou statutaires, j'ai aussi assisté à beaucoup d'informalité dans les échanges. De nombreux et nombreuses activistes mettent un point d'honneur à ne pas être vouvoyé-e-s par les plus jeunes, à encourager les femmes à prendre la parole dans les réunions, à promouvoir des fonctionnements collégiaux. Mais le travail politique qui se déploie au sein des groupes n'est pas un huis clos imperméable aux pratiques sociales en vigueur dans le reste de la société. Cette porosité avec les arts de faire politiques dominants me semble particulièrement saillante lorsque l'on aborde la question de la professionnalisation de l'activisme. J'ai décrit précédemment le passage d'une phase de banalisation des prises de parole activistes à une phase de construction d'une véritable pédagogie activiste. Cette pédagogie est à la fois emprunte de références plus ou moins conscientes à la rhétorique et aux cadres sociaux du MPLA, et traversée d'un espoir courageux d'une modification en profondeur de la définition du politique. Je fais ici, pour terminer, l'hypothèse d'un troisième moment en cours de consolidation : celle d'une professionnalisation des carrières individuelles, aboutissant finalement moins à la formation de filières étanches d'activisme qu'à l'apparition de nouveaux compromis avec le système hégémonique existant.

3. La professionnalisation : carrières politiques et inerties du système hégémonique

²⁹ Dans son livre consacré au « système » angolais, Jon Schubert (2017) aborde cette question dans le chapitre où il évoque les jeux de « parentalité situationnelle » qui sont à la base du népotisme ordinaire (Chapitre 4 : « Cunhas » : 112-136).

En montrant que le travail principal des activistes de rue de Luanda consiste à faire acte de pédagogie plutôt qu'à mener une campagne idéologique claire pour la mise en place d'un nouveau régime, c'est bien sûr également l'énorme déficit éducatif de base qui est mis à jour. Même lorsqu'ils et elles ont accès à l'enseignement supérieur, les activistes apprennent l'histoire mondiale autant à travers des collages questionnables, des chansons de rap et des leçons sur les réseaux sociaux que dans des livres, des salles de classe ou des médias bien établis. Il existe donc une tautologie inhérente à cette pédagogie ancrée dans le micro-local, la culture populaire et des cercles sociaux assez réduits. Si tous et toutes reconnaissent la nécessité de disposer d'un certain capital politique pour pouvoir se mobiliser efficacement, ce n'est qu'en se mobilisant qu'ils et elles accèdent de fait à ce capital. Bien sûr, cela n'est pas propre à l'Angola ; partout dans le monde, c'est en entrant dans le jeu politique que l'on en apprend les rouages et les nuances. Toutefois, ici, les conséquences de l'entrée dans l'activisme sont extrêmement lourdes sur le plan social, économique et professionnel. Cette dernière partie aborde ainsi la question de la professionnalisation des activistes. Elle montre d'abord qu'il existe un point de non-retour dans l'engagement politique, un seuil au-delà duquel les activistes savent que tous les aspects de leur vie seront désormais dictés par leurs choix politiques. Ce moment de bascule dans ce que j'appelle une « carrière politique » n'est pas définissable *a priori*, mais est impossible à ignorer une fois qu'il est atteint. Chaque personne concernée réagit ensuite de façon individuelle, mais ses actions ont des conséquences collectives, puisqu'elles mènent à la formalisation croissante des collectifs. Je prendrai l'exemple des élections internes organisées par le groupe *Terceira Divisão* en 2022 pour montrer comment, en se formalisant, l'activisme emprunte inévitablement des manières de faire pratiquées par ses adversaires, au risque de reproduire des réflexes politiques qu'il rejette pourtant. Cette ambivalence des procédures internes aux collectifs renverra pour finir aux enjeux de hiérarchisation interne évoqués précédemment, projetant une ombre assez pessimiste sur la capacité des collectifs de la deuxième vague à aboutir à un véritable changement de paradigme.

Le sacrifié, l'espionne et le mal-aimé : jeux de rôle et carrières politiques

En octobre 2021, Joaquim³⁰ et moi nous installons dans un petit bar du centre-ville de Luanda. Nous commandons chacun un café. Le but de notre conversation est sans ambiguïté : Joaquim a accepté de me livrer son témoignage en tant qu'activiste engagé depuis plus d'une décennie contre le MPLA. Il ne me vient toutefois pas à l'idée d'enregistrer notre entretien, la parole doit rester libre. Joaquim et moi nous sommes rencontrés plusieurs fois dans des événements publics. Je sais qu'il connaît beaucoup de monde dans le milieu activiste, mais il fait partie de la génération précédant la création du réseau *Jovens Pelas Autarquias* et n'est affilié à aucun groupe en particulier. Je commence par lui expliquer mon travail en cours et les liens que j'ai établis avec différents collectifs. Très vite, Joaquim prend la parole

³⁰ Le nom a été changé.

et reconstitue son parcours, avec pudeur mais avec un souci des détails que je n'avais encore jamais rencontré.

Joaquim m'explique comment, malgré son diplôme de pédagogie qui le rend éligible à des postes d'enseignant dans le secondaire, sa carrière dans l'enseignement public est désormais impossible. Connu pour ses engagements politiques contre le MPLA, il reçoit régulièrement des menaces anonymes et a déjà été attaqué au couteau en rentrant chez lui. Malgré les supplications de sa mère pour qu'il cesse ses activités politiques, il n'entend pas renoncer à la lutte. Il a donc dû quitter le domicile familial, a vécu dans la rue pendant plusieurs semaines avant d'être accueilli chez une femme âgée sensible à son combat. Il termine actuellement une licence de droit public mais ne se fait pas d'illusion sur les débouchés professionnels : aucune institution publique ne le recrutera. Il mise donc sur ses liens avec les ONG internationales de défense des droits humains, auprès desquelles il remplit déjà des missions de consultance. Son activisme l'éloigne donc paradoxalement des groupes politiques les plus visibles, pour le pousser du côté de ce que Chatterjee (2011) a appelé la « société civile ». Pour continuer à être pertinent politiquement, il sacrifie en partie la socialité populaire des *musseques* à partir de laquelle il s'est pourtant construit. Un choix que je qualifierais de « la maturité », qui ne va pas sans une certaine nostalgie dans son discours. Il aurait aimé pouvoir continuer les actions de rue et les forums d'éducation populaire, mais ce travail a désormais un coût trop élevé sur le plan économique. Il y participe ponctuellement, mais sa priorité est de trouver une stabilité professionnelle.

À l'opposé de la résignation stratégique de Joaquim, j'ai été témoin du désarroi de Márcio³¹, fougueux membre du « bureau » de l'un des collectifs, toujours présent au côté du leader et soucieux de démontrer sa loyauté. Il m'a par exemple expliqué avec une préoccupation sincère qu'il n'était pas acceptable que certaines invitations soient adressées au collectif dans son ensemble au lieu d'être adressées nominalement à leur coordinateur. C'était selon lui une grave entorse au protocole et donc à la respectabilité de leur combat. Pour lui, la valeur du collectif se mesure en partie à son prestige formel, à sa visibilité médiatique et à sa reconnaissance par les partis d'opposition et les autres activistes. À titre personnel, il aspire lui aussi à être reconnu, invité, flatté. Alors qu'au retour d'un événement, je raccompagnais en voiture Márcio et le coordinateur, le jeune homme a pris son camarade à partie : pourquoi tenait-il à faire participer untel à la prochaine conférence de presse alors que Márcio était déjà volontaire ? Il m'a alors semblé évident que le jeune activiste se sentait floué et même menacé par l'ascension d'un autre compagnon et profitait de ma présence pour s'affirmer auprès du coordinateur.

Ces tensions sont toujours difficiles à documenter car, en ma présence, elles peuvent se trouver soit amplifiées, comme ici, ou au contraire ne s'exprimer que de façon voilée, au détour de conversations portant sur autre chose. Elles sont pourtant centrales dans la vie quotidienne des activistes. Un exemple

³¹ Le nom a été changé.

des inimitiés profondes qui surgissent parfois au sein des collectifs m'a été donné à voir dans le groupe de Bernarda.

J'ai décrit précédemment le rôle assigné aux femmes, qui consiste, dans les termes des activistes, à assurer le respect du « protocole » mais qui, à mes yeux, semblait surtout consister à « faire la potiche » en lisant l'ordre du jour d'une réunion ou en serrant les mains des invité·e·s et en lisant leur biographie avant de s'éclipser dans les coulisses. Quelques mois après mes premiers échanges avec Bernarda, j'ai découvert que ce poste réservé aux femmes ne les rendait en fait pas du tout insignifiantes sur le plan politique. Juliana³², l'une des jeunes femmes les plus actives que j'avais eu l'occasion de rencontrer aux côtés de Bernarda, ne participait plus aux réunions. On m'expliqua qu'elle avait été écartée car c'était « une espionne ». « Une espionne pour le compte du MPLA ? », demandai-je. « Ah ça non ! », me répondit-on dans un éclat de rire, « mais... c'est compliqué ». Il me fallut d'autres conversations pour finalement comprendre que Juliana avait gardé des liens avec des *manos* qui avaient quitté le collectif l'année précédente. Ces anciens compagnons n'étaient pas perçus comme des traîtres à la cause. Ils continuaient de se mobiliser pour les mêmes luttes (contre le régime, pour les *autarquias*) et étaient même très actifs. Mais au lieu d'être des alliés, ils étaient devenus des rivaux, susceptibles de faire de l'ombre à leurs premiers compagnons d'armes.

Ce n'était bien sûr pas la première fois que je voyais poindre des jalousies entre les activistes, mais l'animosité et surtout le silence qui entouraient l'effacement de Juliana étaient nouveaux. À l'occasion d'un atelier d'écriture au cours duquel j'avais moi-même réuni des activistes d'horizons variés, j'obtins de nouveaux indices pour comprendre les causes de la dissension initiale et pourquoi Juliana avait été finalement sommée de choisir entre deux cercles d'amis. Les activistes « dissidents » avaient en fait quitté le groupe suite à un désaccord quant à la gestion d'une subvention conséquente de l'Union européenne³³. Ils étaient donc détenteurs d'informations compromettantes. Juliana, qui, par ses fonctions protocolaires, continuait à avoir un accès de première main aux partenaires du collectif, était donc dans une position de force pour faire – ou plutôt, ici, pour défaire – la réputation du groupe. Elle avait donc été « déchuée » de son rôle protocolaire et écartée du groupe.

Les « carrières » des activistes sont donc loin d'être linéaires, elles obligent à des choix forts, impliquent des stratégies autant en interne qu'auprès des alliés et des adversaires, tout le monde étant susceptible de basculer d'une catégorie à l'autre à un moment donné.

La formalisation institutionnelle, entre imitation de l'État et apprentissage disruptif

³² Le nom a été changé.

³³ Bien que la question des financements des collectifs dépasse le cadre de cet article, il faut expliquer que chaque groupe recherche des subventions auprès, notamment, des ONG de défense des droits humains angolaises, qui sont elles-mêmes financées par des donateurs internationaux, tels que l'Union européenne, la coopération américaine ou encore des fondations chrétiennes et/ou démocrates européennes.

En février 2022, j'ai assisté à l'assemblée générale constituante d'un collectif appelé *Terceira Divisão*. Il s'agissait d'abord d'un groupe de hip-hop, né de façon assez organique à la fin des années 1990. Ce collectif s'inscrit donc pleinement dans la généalogie de l'activisme que j'ai retracée précédemment : l'un de ses fondateurs, Hata Gomes, est rappeur depuis l'adolescence et aujourd'hui professeur dans une école publique. Il fait partie des jeunes condamnés dans le procès des « 15+2 » et, avec d'autres camarades rappeurs, a rejoint les « associations civiques » qui constituent le réseau *Jovens Pelas Autarquias* lors des élections de 2017. Mais suite à divers conflits et dissensions avec les autres activistes, le noyau dur du collectif a finalement décidé de réinvestir le nom de *Terceira Divisão* pour formaliser une nouvelle étape de travail, en apportant un soin particulier aux statuts et aux procédures démocratiques internes.

En ce 12 février 2022, l'ambiance était à la fête. Hata, alors jeune marié, père de famille et converti à l'islam par conviction tant religieuse que politique³⁴, était vêtu d'un somptueux boubou et endossait avec délectation son rôle de « cheikh », le titre qu'il s'est choisi en pied de nez à toutes les conventions, mais conforme à ce que je notais précédemment sur l'importance accordée à la mise en scène de la respectabilité sociale. Au programme du jour, un retour sur la genèse du collectif, une présentation des statuts internes et surtout l'élection des membres du bureau. J'y assistais pour ma part en tant qu'observatrice mais aussi en tant que camerawoman, puisque mon rôle était de filmer l'ensemble des échanges et du « processus électoral », depuis la lecture des professions de foi par les candidats jusqu'à la prestation de serment par le nouveau chef, main droite posée sur deux volumes : les statuts de *Terceira Divisão* et la Constitution de la République d'Angola. À mesure que le scrutin s'organisait, j'ai été promue au rang d'« observatrice internationale » et invitée à filmer l'étape symbolique du vote à bulletins secrets, à assister au dépouillement et même à contribuer à clarifier les règles du décompte des voix avec l'équipe de scrutateurs et scrutatrices invitée pour l'occasion.

Aujourd'hui encore, j'ai bien du mal à expliciter le mélange de sérieux et d'humour qui a marqué cette après-midi. Le but de l'évènement était de faire la démonstration des capacités organisationnelles du collectif. Le formalisme était donc de mise mais avec une conscience partagée par tous·tes les participant·e·s du caractère théâtral de la journée. À plusieurs occasions, nous nous sommes aussi collectivement pris au jeu de notre propre mise en scène. Sortant les calculatrices pour annoncer le taux de participation à l'élection, distinguant le nombre de votes exprimés du nombre de votants et constatant, avec une déception sincère, que le registre électoral avait été faussé au départ (il avait été établi sur la base de la liste de présence qui avait circulé dans l'assemblée mais où certains avaient oublié d'émarger).

³⁴ L'islam n'étant pas reconnu par l'État angolais, s'y convertir est une décision courageuse mais aussi une provocation aux yeux de la société.

Cette saynète confirme donc le caractère à la fois pédagogique et performatif de l'activisme ordinaire. Elle met également en évidence la passion avec laquelle un collectif comme *Terceira Divisão* aspire à appliquer les procédures formelles apprises dans les manuels de démocratie. En effet, plusieurs des personnes présentes ce jour-là avaient participé aux formations d'observation électorale proposées par l'Union africaine lors du scrutin de 2017. J'avais moi-même assisté à deux reprises à des exercices de simulation électorale à l'époque et j'avais déjà remarqué la rigidité procédurière avec laquelle les activistes abordaient le vote comme acte ultime de citoyenneté.

L'épisode des élections internes de *Terceira Divisão* montre qu'après plus de dix ans de travail politique dans les cercles activistes et des ruptures majeures dans l'hégémonie instaurée par le MPLA depuis l'indépendance, les formes les plus classiques de la démocratie (la campagne électorale, le vote, la transparence des résultats) occupent toujours une place de choix dans les imaginaires et surtout dans les pratiques des activistes. L'activisme antisystème imite ainsi le cadre procédurier de l'État, sans en résoudre pour autant les contradictions. En faisant des élections l'élément central de leur ethos démocratique, les activistes reproduisent une doxa abstraite de ce que serait une démocratie libérale tout en espérant démontrer que leurs mouvements maîtrisent mieux que le MPLA les règles du jeu électoral. Pourtant, le MPLA lui aussi se saisit de l'exercice électoral pour affirmer sa légitimité, en particulier auprès de la communauté internationale, qui, malgré les nombreuses accusations de fraude et les obstacles imposés aux missions d'observation, a jusqu'à présent toujours reconnu les résultats. La frontière entre des formes de citoyenneté active qui tendraient à valider les structures en place et des formes plus disruptives de citoyenneté activiste qui parviendraient à imposer de nouveaux savoirs et savoir-faire reste difficile à tracer.

La stratégie de *Terceira Divisão* est de fournir à ses membres les capacités théoriques, pratiques et même techniques qui leur permettront d'aborder le vote non pas comme un simple rituel mais bien comme un exercice clé d'une démocratie en acte. En cela, le groupe se distingue d'autres collectifs où le message qui entoure les tant attendues élections municipales est plus directement partisan : « Ne votez pas pour le MPLA, votez pour nous, qui sommes vos interlocuteurs au niveau local. »

Des stratégies de captation du jeu politique local aux conséquences incertaines

En appelant à « plus de citoyenneté, moins de militantisme », les activistes s'opposent à la « partidarisation » de la scène politique angolaise. Pourtant, leur travail n'est pas toujours si éloigné des mécanismes de socialisation et des trajectoires d'ascension que l'on observe dans les partis traditionnels. Ainsi, même si Hata aime jouer de son titre de « cheikh » pour troubler les hiérarchies statutaires au sein de *Terceira Divisão*, il n'en cautionne pas moins la formalisation d'un bureau et donc l'attribution des fonctions classiques de « secrétaire », « administrateur » et « porte-parole ». J'ai vu ce compromis avec les structures administratives traditionnelles prendre de telles proportions qu'il finit par affecter l'objectif politique même des activistes. Ainsi du leader de l'un des collectifs avec lesquels

j'ai travaillé, qui, en plus de se faire appeler « autarque » par les membres du groupe, n'a pas hésité à utiliser son statut au sein du réseau *Jovens Pelas Autarquias* pour se légitimer auprès de politicien·ne·s professionnel·le·s. Dans cette perspective, les débats organisés le week-end devenaient des plateformes pour mettre en place un lobbying personnalisé auprès des député·es. Le leader du groupe, même s'il ne prenait pas nécessairement la parole sur la thématique du jour, se présentait de fait comme le chef d'un groupe d'électeurs et d'électrices, auquel des consignes de vote pourraient par exemple être transmises.

D'une façon encore plus immédiate, un titre de « secrétaire », « président » ou « porte-parole » d'un collectif devient un critère pour être convié·e lors de tables rondes comme il y en a régulièrement au sein du corps diplomatique présent à Luanda, ou même lors de réunions internationales réunissant des représentants des sociétés civiles à l'échelle des PALOPS³⁵ ou des réseaux socialistes internationaux par exemple. Enfin, la présence de plus en plus visible au niveau municipal de ces collectifs a permis aux *quadros* les plus habiles de devenir des interlocuteurs et interlocutrices privilégié·e·s auprès des administrations municipales, quand bien même celles-ci sont dirigées par le MPLA.

Il est inévitable que le travail des activistes finisse par croiser les lieux et les réseaux politiques traditionnels. Leur capacité à intervenir à l'intersection entre administration publique (centrale ou municipale) et partis politiques peut même être considérée comme une preuve de leur pertinence et un facteur de leur légitimation, tant auprès des *manos* et des *manas* qu'auprès des professionnel·le·s de la politique. Cette évolution témoigne ainsi de l'ouverture d'une nouvelle phase dans la courte histoire de l'activisme d'après-guerre en Angola.

Considérations finales : les ambivalences de l'activisme contemporain, révélatrices de l'inertie des structures politiques en Angola, mais pas d'une apathie populaire

En explorant le travail politique des activistes au-delà de leur positionnement idéologique et de leurs actions les plus spectaculaires, cet article pose la question de leur capacité à opérer une rupture dans les savoirs et arts de faire politiques dominants. À l'évidence, on ne peut parler d'une dynamique univoque de disruption des cadres établis et encore moins de mouvement révolutionnaire, malgré le succès médiatique de la figure des *revús* ou de certaines déclarations aux élans socialistes aussi rhétoriques que nostalgiques. C'est ce décalage entre les discours et les actes, entre les aspirations affichées et les compromis nécessaires qui fait de cet activisme politique un phénomène finalement ambivalent. La reproduction d'une matrice sociale masculiniste, l'imitation hiérarchique et procédurière du MPLA dans l'organisation interne des collectifs, la rhétorique appelant à des adhésions en masse ou encore certaines références révolutionnaires interdisent d'assimiler trop vite la nébuleuse des activistes de rue à un mouvement politique en rupture claire et univoque par rapport au « système ».

³⁵ *Países Africanos de Língua Oficial Portuguesa* : les pays africains ayant pour langue officielle le portugais.

Les élections de 2022 ont malgré tout donné lieu à des jeux d'affichage et d'affiliation inédits dans le champ politique angolais. La constitution du Front patriotique unique (FPU) a débouché sur une liste mêlant député·e·s de longue date, leaders reconnu·e·s de la société civile et personnalités tout droit sorties des cercles activistes décrits dans cet article. Samussuku s'est par exemple prêté au jeu d'être nommé sur la liste du FPU, fier bien sûr du chemin parcouru depuis son emprisonnement en 2015, mais pas complètement dupe quant au fait que son nom était positionné à un rang bien trop éloigné pour prétendre entrer au Parlement. Hata, quant à lui, se délectait de voir que l'intégration de quelques *manos* et *manas* provoquait moult débats dans les rangs des partis traditionnels, mais s'était bien gardé d'entrer dans la danse. « J'ai mes *tropas* sur la liste », s'est-il contenté de me répondre sur le ton décontracté de celui qui est sûr de sa stratégie lorsque je lui demandai pourquoi il n'avait pas été nommé. Pour la première fois, après des années à travailler sur les activistes et auprès d'eux, il m'a semblé que l'accusation de cooptation s'éloignait des préoccupations. Alors qu'en 2017, l'acceptation des résultats électoraux par l'UNITA avait été vécue par beaucoup comme une trahison et la preuve que les député·e·s se soucient plus de leur siège à l'Assemblée que de la représentation de leur électorat, les élections de 2022 ont eu lieu dans un climat fataliste. Personne, parmi les personnes avec qui je travaillais à l'époque, ne croyait à une rupture par les urnes. Le MPLA n'était pas prêt à accepter une défaite, le FPU n'avait à aucun moment essayé d'imaginer ce que pourrait être une cohabitation ou un gouvernement d'union. Les activistes n'avaient donc aucune intention de renoncer à leur lutte mais refusaient d'être instrumentalisé·e·s par l'UNITA pour jouer le rôle d'agitateurs et d'agitatrices dans la rue. Les élections marquaient donc une étape importante en entérinant de nouveaux canaux de discussion entre l'opposition parlementaire et les cercles activistes, mais l'ensemble du parcours restait bien connu. Le changement n'était pas pour maintenant. Le travail politique entamé dans les collectifs allait se poursuivre.

Un an plus tard, à l'heure où j'écris ces lignes, les débats autour de la tenue des élections locales ont repris à l'Assemblée. Chez les activistes, l'heure semble à l'apaisement avec de nouvelles initiatives conjointes entre les collectifs et la participation de membres plus jeunes qui poursuivent les débats de leurs aîné·e·s au sein des lycées et des universités par exemple. Dans mon carnet d'adresses, certain·e·s ont changé d'indicatif téléphonique, profitant d'opportunités d'études ou de travail en dehors du pays, à la recherche d'un nouveau souffle pour leur engagement. Mais, dans les médias angolais, les mêmes images se répètent : celles d'un Président inaugurant de grands travaux publics, de ministres annonçant des chantiers prioritaires, de député·e·s approuvant les textes en première lecture. Le « changement de paradigme » défendu dans les studios d'enregistrement d'Hoji-Ya-Henda ou dans les débats de fin de semaine à Viana, Cacucaco ou Kilamba Kiaxi n'est pas à l'ordre du jour. Pourtant, il ne se passe pas une semaine sans que de nouveaux *memes* hilarants, de nouveaux titres de rap satiriques ou de nouveaux projets d'éducation populaire ou d'animation sociopolitique ne viennent alimenter l'ironie populaire et l'espoir, malgré tout, qu'un autre Angola verra le jour.

Bibliographie :

- Agualusa, J. E. 2023, *Vidas e mortes de Abel Chivukuvuku. Uma biografia de Angola*, Lisboa, Quetzal Editores.
- Bénit-Gbaffou, C. ed. 2019, *Politics and Community Based Research*, Johannesburg, Wits University Press.
- Bénit-Gbaffou, C. ed. 2024, *Local Officials and the Struggle to Transform Cities*, London, UCL Press.
- Bettencourt, A. 2011, *Qualificação e reabilitação de áreas urbanas críticas: os musseques de Luanda*, Tese de mestrado em arquitetura, Lisboa, Universidade Técnica de Lisboa.
- Blanes, R. L. 2021, « The Optimistic Utopia: Sacrifice and Expectations of Political Transformation in the Angolan Revolutionary Movement », *Social Anthropology*, 29(1) : 123-140.
- Blanes, R. L. & Samussuku, H. 2022, « Afro-Autarky: Onjangos and Utopias of Contemporary Angolan Activism », *Critical Times*, 5(2) : 475-494.
- Boio, D. 2023, « Elementos de manipulação e fraude eleitoral detetados nas eleições angolanas de 2022 », *Cadernos de Estudos Africanos*, 45 : 101-133.
- Bouvier, P., Dubey, G. & Moricot, C. 2013, « Autoscopie d'un embarquement », *Socio-anthropologie*, 27 : 115-126.
- Bridgland, F. 1995, « Savimbi et l'exercice du pouvoir : un témoignage », *Politique africaine*, 57 : 94-102.
- Buire, C. 2016, « L'hégémonie politique à l'épreuve des musiques urbaines à Luanda, Angola », *Politique africaine*, 141(1) : 53-76.
- Buire, C. 2022, « "Histórias Do Kakwaku", An Experience of Collective Documentary Film-Making in the Periphery of Luanda, Angola », *Gateways: International Journal of Community Research and Engagement*, 15(2) : 1-16.
- Buire, C. 2024, « Ambivalent Narratives of the Political Self », in Conner, J. ed., *Handbook of Youth Activism*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing : 154-168.
- Bye, V., Orre, A. & Inglês, P. 2021, *Angola after Dos Santos*, CMI Working Paper, 8.
- Chatterjee, P. 2011, *Lineages of Political Society: Studies in Postcolonial Democracy*, New York, Columbia University Press.
- Cutaia, S. & Mouzinho, Â. 2017, « Reflections on Feminist Organising in Angola », *Feminist Africa*, 22 : 33-51.
- Dubey, G. 2013, « Introduction », *Socio-anthropologie*, 27 : 9-20.

- Faria, P. 2013, « The Dawning of Angola’s Citizenship Revolution: A Quest for Inclusionary Politics », *Journal of Southern African Studies*, 39(2) : 293-311.
- Gardien, È. 2013, « Embarquement du chercheur : de l’hybridation des savoirs scientifiques », *Socio-anthropologie*, 27 : 35-47.
- Gastrow, C. 2024, *The Aesthetics of Belonging. Indigenous Urbanism and City Building in Oil-Boom Luanda*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press.
- Hibou, B. 2011, *Anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte.
- Isin, E. 2008, « Theorizing Acts of Citizenship », in Isin, E. & Nielsen, G. eds, *Acts of Citizenship*, London, Zed Books Ltd : 15-43.
- João, C. 2019, « Autarquias em Angola: Que gradualismo e porquê? », *Deutsche Welle*, 20 juin 2019, <https://www.dw.com/pt-002/autarquias-em-angola-que-gradualismo-e-porqu%C3%AA/a-49282304> (consulté le 15 mai 2024).
- Jornal de Angola* 2019, « Gradualismo nas autarquias passa com votos da oposição », 23 avril 2019, <https://www.jornaldeangola.ao/ao/noticias/detalhes.php?id=426926> (consulté le 15 mai 2024).
- Lázaro, G. & Silva, O. 2016, « Hip-hop em Angola: O rap de intervenção social », *Cadernos de Estudos Africanos*, 31 : 41-67.
- Lewis, S. & Russell, A. 2011, « Being Embedded: A Way Forward for Ethnographic Research », *Ethnography*, 12(3) : 398-416.
- Lima, J. 2013, « Des “printemps arabes” à la “nouvelle révolution” en Angola : mobilisation et contestation politique dans l’après-guerre », *Afrique contemporaine*, 245(1) : 23-36.
- Lima Santos, J. 2019, *Imaginando uma Angola pós-colonial: a cultura hip-hop e os inimigos políticos da nova República*, tese de doutoramento em antropologia social, Campinas, Universidade de Campinas.
- Lopes, C. M. 2006, « Candongueiros, kinguilas, roboteiros e zungueiros », *Lusotopie*, 13(1) : 163-183.
- Marcon, F. 2019, « Agências estetizadas: Juventudes, mobilizações e ativismos em Angola », *Críticas e Sociedade*, 9(2) : 191-208.
- Martinho, Cr. 2015a, « Conversa Com Ângela Mingas (1/2) », Acrimar, <http://acrimararquitettura.blogspot.com/2015/01/conversa-com-angela-mingas.html> (consulté le 15 mai 2024).
- Martinho, Cr. 2015b, « Conversa Com Ângela Mingas (2/2) », Acrimar, <http://acrimararquitettura.blogspot.com/2015/02/conversa-com-angela-mingas.html> (consulté le 15 mai 2024).

- Mateus, D. C. & Mateus, A. 2009, *Purga em Angola: o 27 de maio de 1977*, Lisboa, Texto.
- McGinity, R. & Salokangas, M. 2014, « Introduction: “Embedded Research” as an Approach into Academia for Emerging Researchers », *Management in Education*, 28(1): 3-5.
- Messiant, C. 2006, *1961. L'Angola colonial, histoire et société. Les prémisses du mouvement nationaliste*, Bâle, P .Schlettwein Publishing.
- Moorman, M. 2008. *Intonations: A Social History of Music and Nation in Luanda, Angola, from 1945 to Recent Times*, Athens (Oh.), Ohio University Press.
- Moorman, M. 2014, « Anatomy of Kuduro: Articulating the Angolan Body Politic after the War », *African Studies Review*, 57(3) : 21-40.
- Oldfield, S. 2023, *High Stakes, High Hopes. Urban Theorizing in Partnership*, Athens (Ga.), University of Georgia Press.
- Oliveira, S. de. 2015, « O Rap e o ativismo pelos direitos humanos em Angola », Buala, <http://www.buala.org/pt/palcos/o-rap-e-o-ativismo-pelos-direitos-humanos-em-angola-parte-1> (consulté le 15 mai 2024).
- Olmedo, É. & Stassi, V. 2020, « Expérimenter, improviser. Vers de nouvelles pratiques de recherche urbaine », in Adisson, F. *et al.* eds, *Pour la recherche urbaine*, Paris, CNRS Éditions : 67-90.
- Örre, A. 2012, « Autarquias em Angola: Qual o problema do “gradualismo”? », *Lucere – Revista Académica da UCAN*, octobre 2012.
- Paredes, M. 2010, « Deolinda Rodrigues, da família metodista à família MPLA. O papel da cultura na política », *Cadernos de estudos africanos*, 20 : 11-26.
- Paredes, M. 2015, *Combater duas vezes. Mulheres na luta armada em Angola*, Vila do Conde, Verso da História.
- Pawson, L. 2014, *In the Name of the People: Angola's Forgotten Massacre*, London, I.B. Tauris.
- Pearce, J., Péclard, D. & de Oliveira, R. S. 2018, « Angola's Elections and the Politics of Presidential Succession », *African Affairs*, 117(466) : 146-160.
- Roque, S. 2011, « Cidade and Bairro: Classification, Constitution and Experience of Urban Space in Angola », *Social Dynamics*, 37(3) : 332-348.
- Schubert, J. 2017, *Working the System: A Political Ethnography of the New Angola*, Ithaca, Cornell University Press.
- Schubert, J. 2022, « Fear and Fainting in Luanda: Paranoid Politics and the Problem of Interpretative Authority in Angola », *Journal of the Royal Anthropological Institute*, 28(1) : 222-239.